



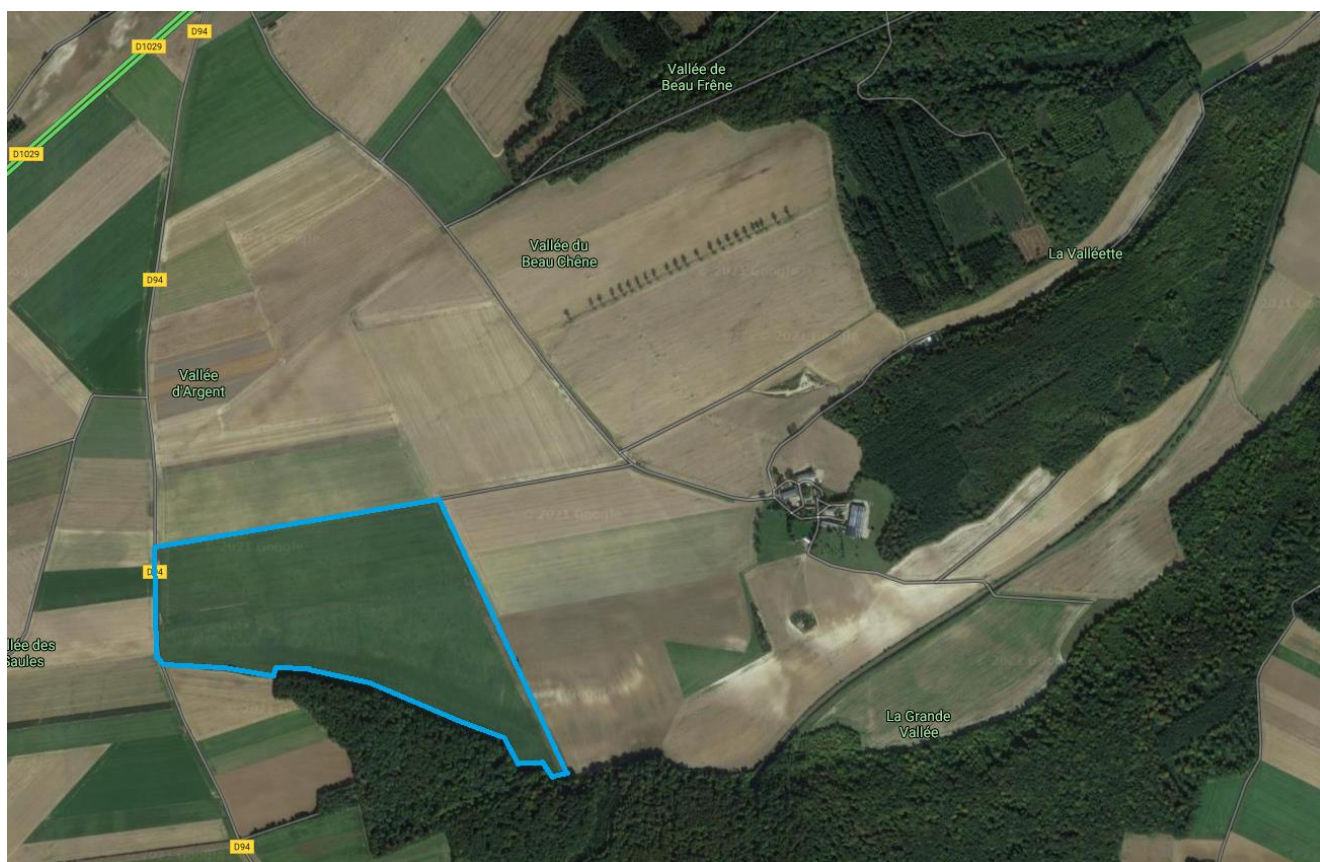
ENTREPRISE VITSE

Travaux de terrassement/VRD,
Désamiantage, Démolition
et Recyclage de matériaux
minéraux

DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2760-3

INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS INERTES ISDI

Situé à Menesvillers, 80290 Moyencourt-lès-Poix
Ville de MOYENCOURT-LES-POIX



Fait à Noordpeene, le 10 décembre 2021

SOMMAIRE

1. Présentation du demandeur	4
1.1 Identité du déclarant	4
1-2 Présentation de l'entreprise VITSE	5
1-3 Moyens humains et matériels et financières	5
1-4 Capacité technique	5
1-5 Démarche environnementale	6
2. Localisation du projet.....	6
3. Motivations du projet	9
4. Description, nature et volume des activités	12
5. caractéristiques du projets et son exploitation	13
5-1 Caractéristiques du projet	13
5-2 Principes d'exploitation.....	15
5-3 Méthode d'exploitation	16
6. Exploitation du site suivant les prescriptions générales applicables - rubrique 2760	16
7. Compatibilité de l'activité ISDI avec les documents d'urbanisme	17
8. Proposition sur le type d'usage futur.....	20
9. Evaluation des incidences Natura 2000.....	20
10. Evaluation des incidences Zone ZNIEFF	21
11. IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT	22
11.2 Paysage	22
11.3 Sol et stabilité des terrains	22
11.4 Faune, flores et milieux naturels	22
11.5 Eaux	22
12. Justification du respect des prescriptions applicables.....	23
13. Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes	25
13.1 Plan local d'urbanisme – Règlement national d'urbanisme	25

13.2 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).....	25
13.3 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).....	28
13.4 Schéma départemental des carrières.....	29
13.5 Plan national de prévention des déchets 2014-2020	29
13.6 Plan régional de prévention et de gestion des déchets	30
13.7 Programmes d'actions national/régional pour la protection des eaux contre la pollution par des nitrates d'origine agricole	30
13.8 Conformité à l'arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime enregistrement relevant de la rubrique n°2760	30
14. Acceptation préalable des terres.....	41
15. REMISE EN ETAT	46

ANNEXES

1. PRESENTATION DU DEMANDEUR

1.1 Identité du déclarant

- **Raison sociale** **ENTREPRISE VITSE**
- **Forme juridique** Société à Responsabilité Limitée
- **Siège social** 1149 Langhemast Straete
59670 NOORDPEENE
Tél : 03.28.42.31.22
Fax : 03.28.43.04.25
@ : contact@vitse-tp.com
www.vitse-tp.eu
- **Adresse du site** Menesvillers,
80290 MOYENCOURT-LES-POIX
- **Effectif du site** moyen : 1 personne
maximum : 3 personnes
- **Montant du capital** 533 000 €
- **N° de SIRET** 342 614 476 00014
- **Code NAF** 4312 B
(Signification du code) (Travaux de terrassement spécialisé ou de grande masse)
- **Gérant** M. Christian VITSE
- **Chargés du suivi du dossier** M. Christian VITSE
Gérant
Tél : 03 28 42 31 22
@ : christian.vitse@vitse-tp.com

M. Hassane AZRAR
Qualité Sécurité Environnement
Tél : 03 28 42 31 22
Port : 06 76 34 83 62
@ : hassane.azrar@vitse-tp.com

1-2 Présentation de l'entreprise VITSE

L'entreprise VITSE, située à Noordpeene, souhaite mettre son expérience et son savoir-faire dans le domaine de la gestion de déchets pour la réalisation de ce projet. En 2020, elle a fêté ses 82 ans d'existence.

L'activité de l'entreprise VITSE est organisée en trois secteurs :

- Activité désamiantage / curage / démolition
- Activité terrassement / VRD / dépollution
- Activité recyclage des matériaux minéraux inertes.

1-3 Moyens humains et matériels et financières

La société Vitse dispose des capacités financières lui permettant de conduire son projet dans le respect des intérêts protégés par la législation relative aux installations classées de d'assurer la remise en état du site en fin d'activité. Les coûts d'aménagement préalables sont estimés à 50 000 €

Les coûts d'exploitation seront déterminés annuellement durant toute la durée de l'exploitation, évaluée à 10 ans.

L'exploitation du terrain sera réalisée par casier de 50 000 m² avec remise en état. Une rotation est prévue pour le remblaiement de l'ensemble du terrain. Chaque casier terminé sera restitué au propriétaire du terrain.

Le tableau suivant donne les capacités financières de l'entreprise VITSE

(en M€)	Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018	Exercice du 01/10/2018 au 30/09/2019	Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020
Chiffre d'affaires	21 895 163	20 185 046	19 663 393

L'entreprise dégage chaque année un résultat net qui lui permet d'assurer la pérennité de l'activité.

Un bungalow équipé sera installé pour le personnel présent sur site.

1-4 Capacité technique

L'entreprise VITSE s'appuie sur un nombre important de salariés qualifiés (165), le parc matériel dimensionné pour les travaux publics et l'exploitation des installations ISDI ainsi que son savoir-faire permettront d'assurer un travail de qualité conformément aux règles d'art. Un nombre de salarié compris entre 1 et 3 sera présent sur le site. Ces salariés disposent d'une formation nécessaire à la conduite des activités et aux procédures d'acceptation des déchets.

Des voies de circulation, de stationnement et de croisement des véhicules seront aménagées au droit des futurs chemins piétonniers afin de limiter les envols des poussières.

Un bulldozer pousseur D6 sera présent quotidiennement sur site. Suivant les besoins, l'entreprise met à disposition tous les moyens nécessaires en engins de chantiers : chargeuse, cribleur, pelle hydraulique...

La société dispose des qualifications Qualibat pour les activités suivantes :

Code	Qualifications en cours de validité
1112	Travaux de Démolition (technicité confirmée)
1161	Travaux de Curage
1312	Travaux de Terrassement – fouilles, (technicité confirmée)
1321	Travaux de Canalisation d'assainissement (technicité courante)
1552	Traitement d'amiante

La société VITSE est adhérente à de nombreux syndicats professionnels du BTP :

- FFB : Fédération Française du Bâtiment,
- SEDDRé : Syndicat des Entreprises de Déconstruction, Dépollution et Recyclage,
- FNTP : Fédération Nationale des Travaux Publics,
- FNTR : Fédération Nationale des Transports Routiers,
- FEDEREC : Fédération des Entreprises de Recyclage.

1-5 Démarche environnementale

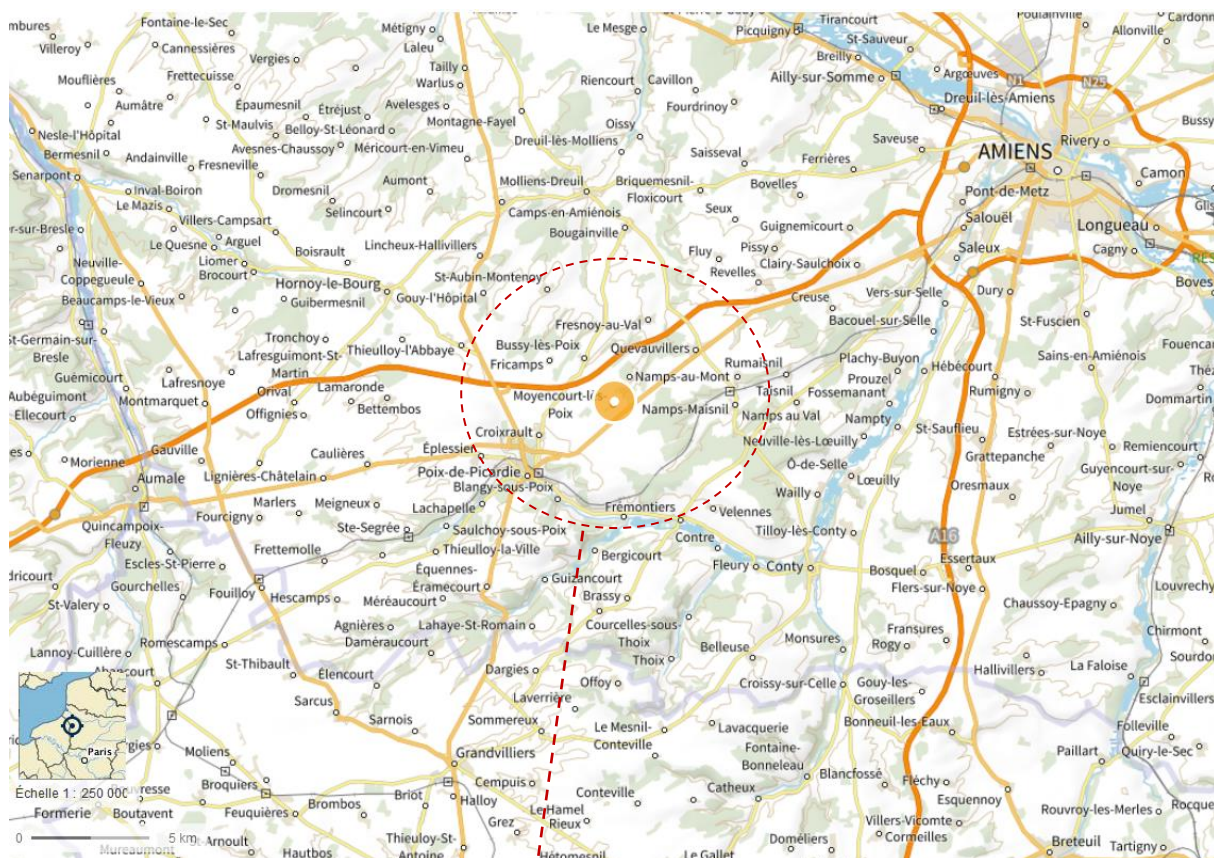
L'entreprise VITSE s'est engagée, depuis plusieurs années, dans une démarche qui prend en compte l'environnement et le développement durable. Consciente de l'impact potentiel de ses activités, l'entreprise est donc soucieuse de les minimiser.

Cette démarche est formalisée au travers d'une politique visant à la gestion optimale des déchets et le recyclage et valorisation des déchets minéraux.

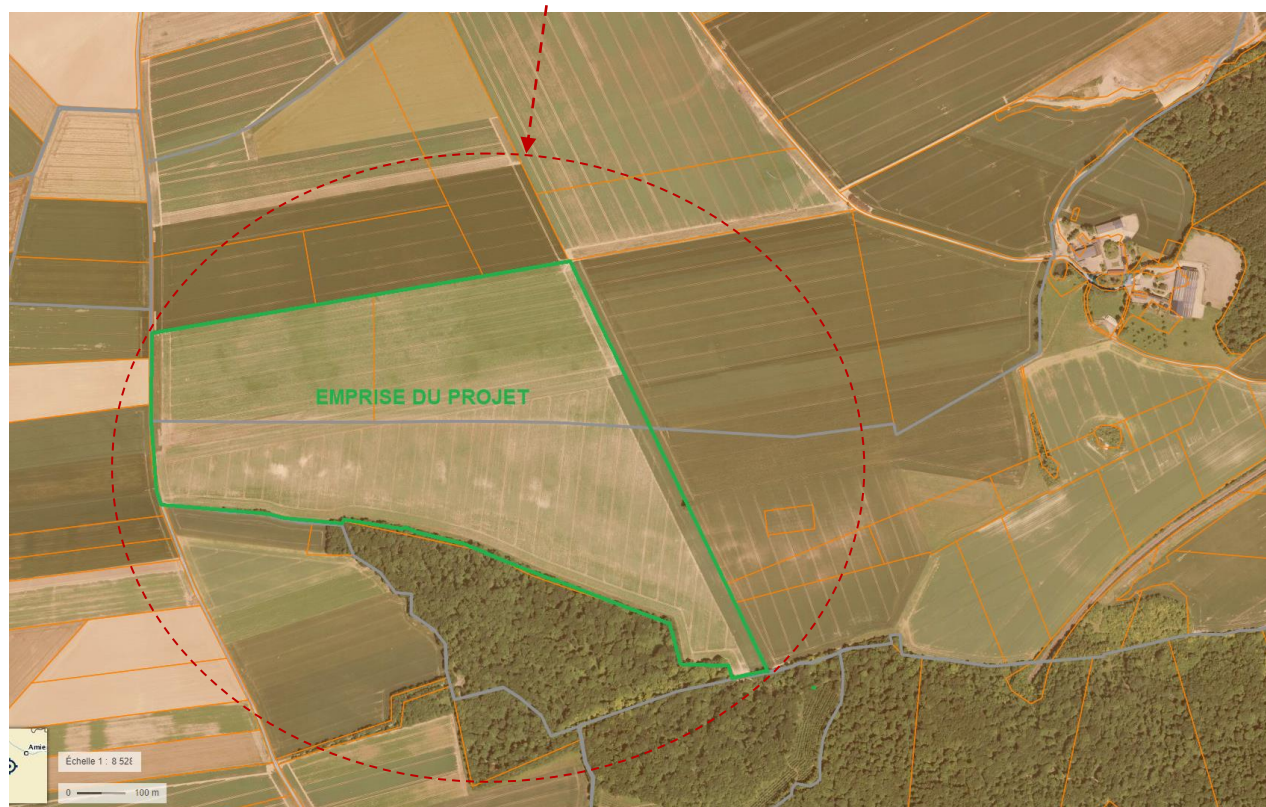
2. LOCALISATION DU PROJET

Le projet est situé à Menesvillers, 80290 Moyencourt-lès-Poix. Il s'agit d'un ensemble de parcelles de terrains agricoles appartenant à la commune de Moyencourt-lès-Poix. La surface totale est d'environ 556 065 m² cadastré n° OD20 / OD21 / OE 32 à MOYENCOURT-LES-POIX.

La localisation du projet est représentée dans les deux figures ci-dessous :



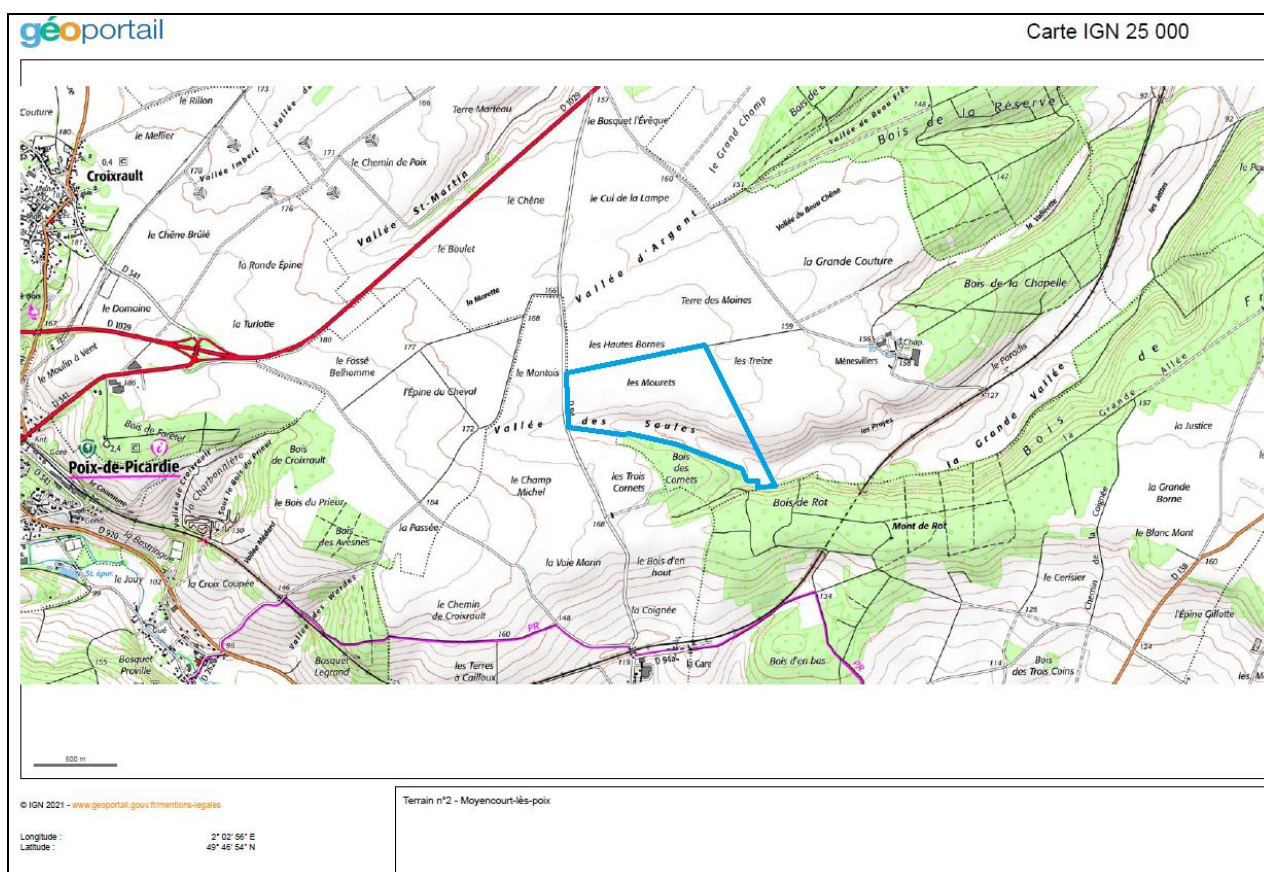
Moyencourt-lès-Poix, la zone du projet est représentée dans la figure ci-dessous :



Une photographie aérienne avec délimitation des deux terrains, situés à Moyencourt-lès-Poix, est donnée dans la figure ci-dessous :



Localisation du site sur fond IGN et des communes concernées



Localisation du projet sur le plan cadastral

Les parcelles cadastrales concernées par cette demande sont les suivantes :

Moyencourt-lès-Poix :

SECTION	NUMERO PARCELLE	LIEUDIT OU VOIE	SURFACE			
			ha	a	ca	m ²
OE	0032	VALLEE DES SAULES 80290 MOYENCOURT-LES-POIX	30	71	75	307 175
OD	0020	LES HOURETS 80290 MOYENCOURT-LES-POIX	10	00	00	100 000
OD	0021	LES HOURETS 80290 MOYENCOURT-LES-POIX	14	88	90	148 890
Total						556 065

3. MOTIVATIONS DU PROJET

L'entreprise VITSE s'est récemment positionnée pour convertir les terrains des parcelles cadastrales ci-dessus du projet en ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) pour les raisons suivantes :

- Ces terrains agricoles sont difficilement exploitables par endroit du fait des pentes. Le remblaiement permettra ainsi la restitution de terrains en pente douce facilitant ainsi l'exploitation agricole,
- Ce site bénéficie d'une situation géographique favorable permettant l'accès facile depuis la route D1029 & D94,
- Mise en place d'un bac de lavage de roues de camions,
- Les terres végétales seront stockées sur site pour recouvrir les remblais réglés à la côte définie.

A terme, cela permettra de restituer de la surface agricole exploitable de qualité tout en proposant une solution rationnelle pour la gestion des déblais de chantiers, en cohérence avec les schémas locaux d'aménagement du territoire et les perspectives de chantier sur la région.

L'accès aux terrains est illustré dans les figures ci-dessous : la circulation à sens unique sera gérée par la rotation des camions :

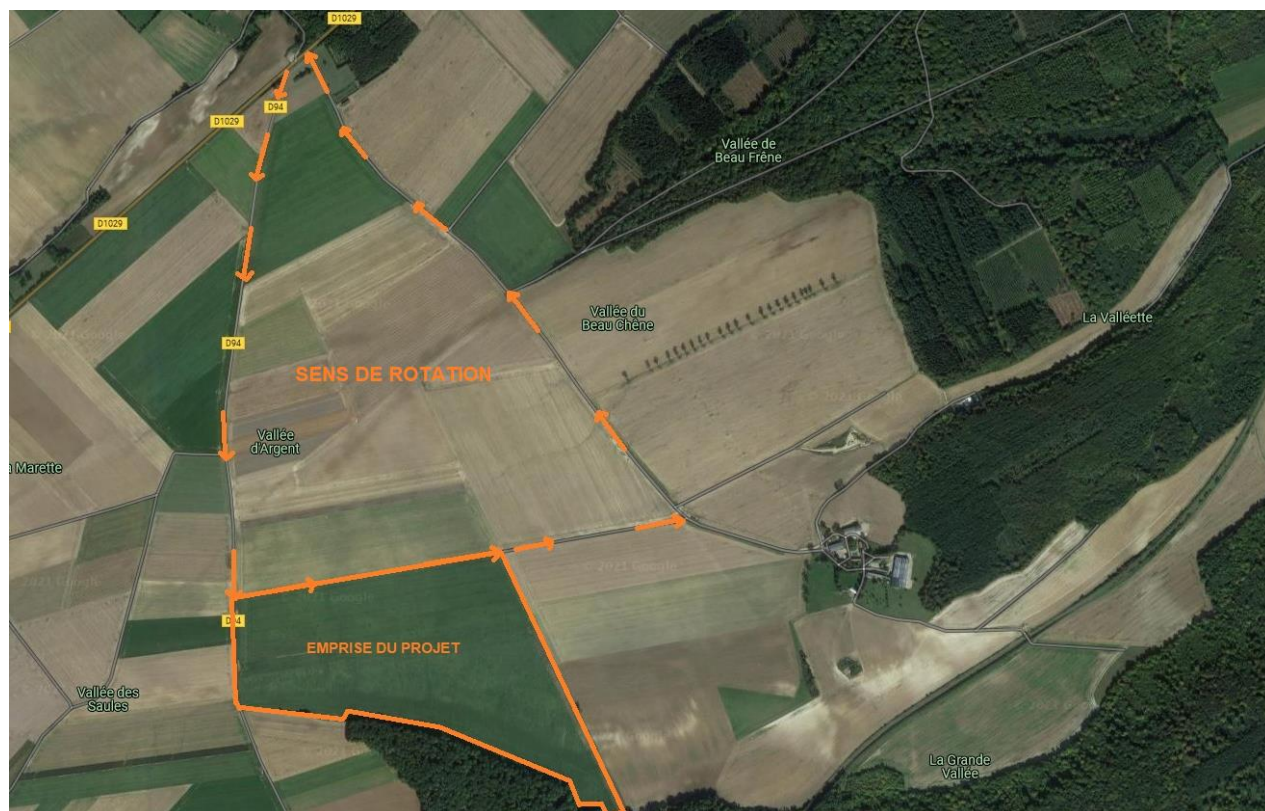
1^{er} accès au site : il s'agit bien de l'entrée des camions pour déchargement des terres dans le terrain (route D94 FAMECHON)



L'accès ci-dessous représente la sortie des camions facilitant ainsi la rotation des camions



Le sens de rotation des camions est illustré dans la figure ci-dessous :



Visite du site

Une visite du site permettant de connaître l'emplacement du projet, les caractéristiques du terrain, l'analyse des risques et appréhender les difficultés liées à la réalisation du projet a été réalisée par Monsieur Christian VITSE, le 31 août 2021. Des observations ont été levées afin de mieux répondre aux besoins du propriétaire du terrain.

Le relevé avant l'exploitation du terrain n'est actuellement pas possible étant donné que le terrain est cultivé.

Une illustration de l'emprise du projet est représentée par les photographies ci-dessous :





4. DESCRIPTION, NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

La dépression des terrains des parcelles citées en amont permet d'envisager une activité de stockage des terres inertes ISDI afin de procéder à un exhaussement du site. Ces travaux consistent à un remblaiement des terres inertes apportées sur site issues des travaux de

terrassement de chantier du BTP, déblais de terrassement, entrant dans le champ de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La réglementation d'urbanisme actuellement applicable sur le territoire des communes concernées permet la réalisation d'une telle opération.

Les tonnages apportés sur le site seront de l'ordre de 500 000 t/an maximal.

Le rehaussement du terrain sera compris entre 1 à 12 mètres selon les zones concernées, après mise en place de la couche de couverture.

La durée de l'exploitation projetée est de 10 ans.

La remise en état finale se fera avec une couche de couverture de 20 à 30 cm de terres végétales décapées avant le remblaiement et stockées sur site.

La société VITSE est intéressée pour entreprendre les démarches en vue de l'obtention de l'arrêté préfectoral d'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 nécessaire à l'activité de stockage des terres inertes sur site.

L'entreprise VITSE dispose d'un savoir-faire, des compétences et expériences nécessaires à la gestion des installations de stockage des terres inertes depuis une vingtaine d'années.

L'activité sur site sera essentiellement du stockage des terres inertes en remblaiement des terrains identifiés sur site.

5. CARACTERISTIQUES DU PROJETS ET SON EXPLOITATION

5-1 Caractéristiques du projet

Nature des matériaux acceptés

Les matériaux acceptés sur ce site seront des matériaux inertes issus de chantiers du BTP de la région. Ces matériaux seront exclusivement des terres.

Acceptation environnementale

Les déblais acceptés sur site respecteront les valeurs limites des paramètres définis en annexe II. Ce sont des critères à respecter pour toute acceptation préalable sur site.

Les paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter sont représentés ci-dessous, les tests de lixiviation seront réalisés selon la norme NF EN 12457-2 :

Valeurs limites à respecter **sur l'éluat** :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000
<p>(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.</p> <p>(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.</p> <p>(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.</p>	

Valeur limites à respecter sur le contenu total (**Sur le brut**) :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
<p>(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.</p>	

5-2 Principes d'exploitation

Admission des déchets inertes

La méthode de gestion des matériaux sur l'installation ISDI s'appuiera sur les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014.

Ils ne seront réceptionnés sur le site que des déblais inertes issus des travaux de terrassement.

Le tri opérera à l'entrée du site, par l'agent, qui orientera le camion vers la zone de dépotage.

Principes généraux

Les conditions d'acceptation des remblais inertes fixées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 seront respectées et tout particulièrement :

- Traçabilité : chaque camion de chaque chantier sera enregistré sur un registre du site
- Mise en place d'une procédure de réception pour vérifier la qualité des matériaux réceptionnés (contrôles lors du vidage, tests si doute, tri sur site, ...)
- Sensibiliser les salariées sur le tri des déchets de chantier
- Former l'agent sur le contrôle des matériaux réceptionnés
- Fermeture du site par une barrière efficace en dehors des heures d'activité,
- Tri sur site des éventuels matériaux indésirables (morceau de bois, plastique ...) vers des bennes spécifiques.

Les camions présentant des non-conformités/anomalies seront immédiatement refusés. Un rapport de non-conformité sera alors émis et sauvegardé.

Registre des déchets inertes

Les déchets inertes seront apportés sur site par le biais de camions-bennes bâchés afin d'éviter tout envol de poussières.

Toutes les livraisons sur site seront réalisées avec un bon de livraison signé et conservé. Il sera complété par les informations suivantes :

- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- La date de l'acceptation des déchets.

Un premier contrôle visuel sera assuré par le chauffeur lors du chargement des déchets dans le camion benne sur le chantier et sera assuré également par l'agent du site lors du déchargement des déchets sur la zone de contrôle.

Lors de chaque apport, un registre d'admission informatique, sera incrémenté par les informations suivantes :

- Le code et l'adresse du chantier
- La date de réception du déchet,

- La nature du déchet entrant
- La quantité du déchet entrant,
- Le nom et immatriculation du transporteur

Le registre d'admission est conservé pendant au moins 3 ans et est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

5-3 Méthode d'exploitation

L'exploitation de cette ISDI sera conforme aux articles R. 541-65 à 75 et R. 541-80 à 82 du Code de l'Environnement ainsi qu'à l'Arrêté du 12 décembre 2014, et notamment les points suivants :

- Les matériaux inertes pour exhausser le terrain seront acheminés par camions
- Un premier contrôle visuel sera effectué sur le chantier par le conducteur de camion
- Les déchets seront également contrôlés visuellement lors du dépotage par le conducteur du bulldozer / agent du site
- Les déchets inertes seront repris par un bulldozer qui les poussera vers les zones de remblaiement
- Un suivi topographique sera effectué tous les ans,
- Les zones réaménagées pourront à terme retrouver leur vocation agricole.

6. EXPLOITATION DU SITE SUIVANT LES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES - RUBRIQUE 2760

Le site n°2 de Moyencourt-lès-Poix sera exploité suivant l'arrêté de 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ICPE.

La société VITSE a défini des mesures environnementales adaptées afin d'assurer l'absence d'impact de l'exploitation sur son environnement, notamment garantir une protection équivalente du milieu naturel :

- Strict respect de la procédure d'admission et de contrôle des déchets inertes qui sont établies conformément à l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admissions des déchets inertes permet de prévenir tout impact qualitatif sur les eaux souterraines
- Analyses environnementales seront réalisés en cas de doute sur la qualité des apports
- ISDI est éloignée des habitations, de part son emplacement les propagations de bruits et poussières sont limitées,
- ISDI est accessible par la route D1029 qui est un axe de circulation fréquenté et suffisamment dimensionné pour accueillir le trafic d'acheminement prévu.

7. COMPATIBILITE DE L'ACTIVITE ISDI AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

Les deux terrains sont situés dans la commune de Moyencourt-lès-Poix. Cette commune ne dispose pas d'un Plan Local d'Urbanisme PLU et n'est pas couverte par le plan local d'urbanisme intercommunal PLUi. Elle est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme RNU.

Comme le montre la figure ci-dessous, plusieurs communes, dont Moyencourt-lès-Poix, appartenant à la communauté de communes du Sud-Ouest Amiénois ne dispose pas de PLU.

La délivrance des autorisations d'occupation des sols se fera sur la base de RNU en l'absence de PLU de la commune.

Les terrains concernés sont actuellement exploités en culture agricoles.

Pour les zones agricoles, l'article L 1561-11 du règlement national d'urbanisme autorise :

- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévu à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.
- Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le projet d'aménagement proposé par l'entreprise VITSE ne porte pas atteinte à l'économie générale des orientations d'urbanisme concernant l'ensemble de la commune de Moyencourt-lès-Poix, ne réduit pas la zone agricole et ne comporte pas de risque important de nuisances.









Le PLU autorise ainsi les opérations d'excavation, dès lors qu'elles sont nécessaires à l'activité agricole, ce qui est le cas en l'espèce, l'objectif étant de restituer un terrain en pente douce pour faciliter son exploitation. Par ailleurs, ces mêmes opérations sont autorisées, dès lors qu'elles

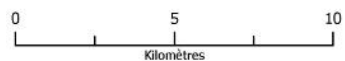
sont nécessaires aux constructions et installations d'intérêt collectif, sans que le PLU ne limite les types de constructions et installations concernées.

Communauté de communes du Sud-Ouest Amiénois

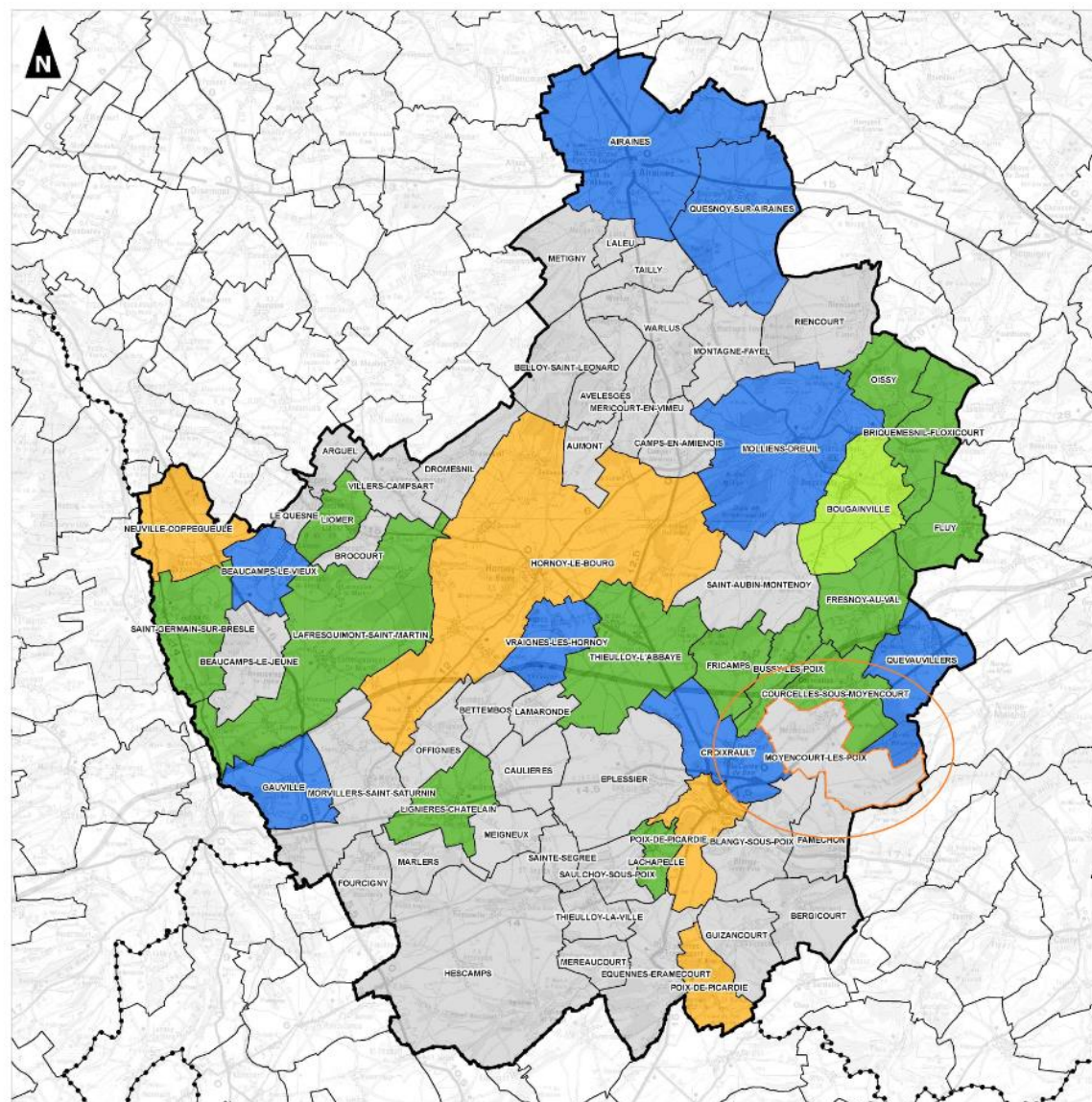
Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Etat des documents d'urbanisme en vigueur

-  Périmètre de la Communauté de communes
-  Limites communales
-  Limites départementales
-  PLU approuvé
-  POS approuvé - PLU en révision
-  CC approuvée
-  CC en élaboration
-  RNU



 **1:130 000**
 (Pour une impression sur format A3 sans réduction de taille)
 Réalisation : APRELE, 2015
 Sources de fond de carte : IGN, SCAN100
 Sources de données : DGAJA - IGN - AIRELE, 2015



Accord de la communauté de communes Somme Sud-Ouest

La communauté de communes Somme Sud-Ouest, autorité compétente en matière de l'urbanisme, a donné son avis favorable sur l'usage futur de notre projet. Une copie du courrier reçu le 31 août 2021 est donnée en annexe du présent document.

Accord du propriétaire

L'entreprise VISTE dispose de l'accord du propriétaire de l'ensemble des parcelles. Une convention d'exploitation de l'ISDI a été signée des deux parties le 03/06/2021.

Un avis favorable sur les modalités d'exploitation de l'ISDI sur l'ensemble de parcelles a également été signé le 16/06/2021.

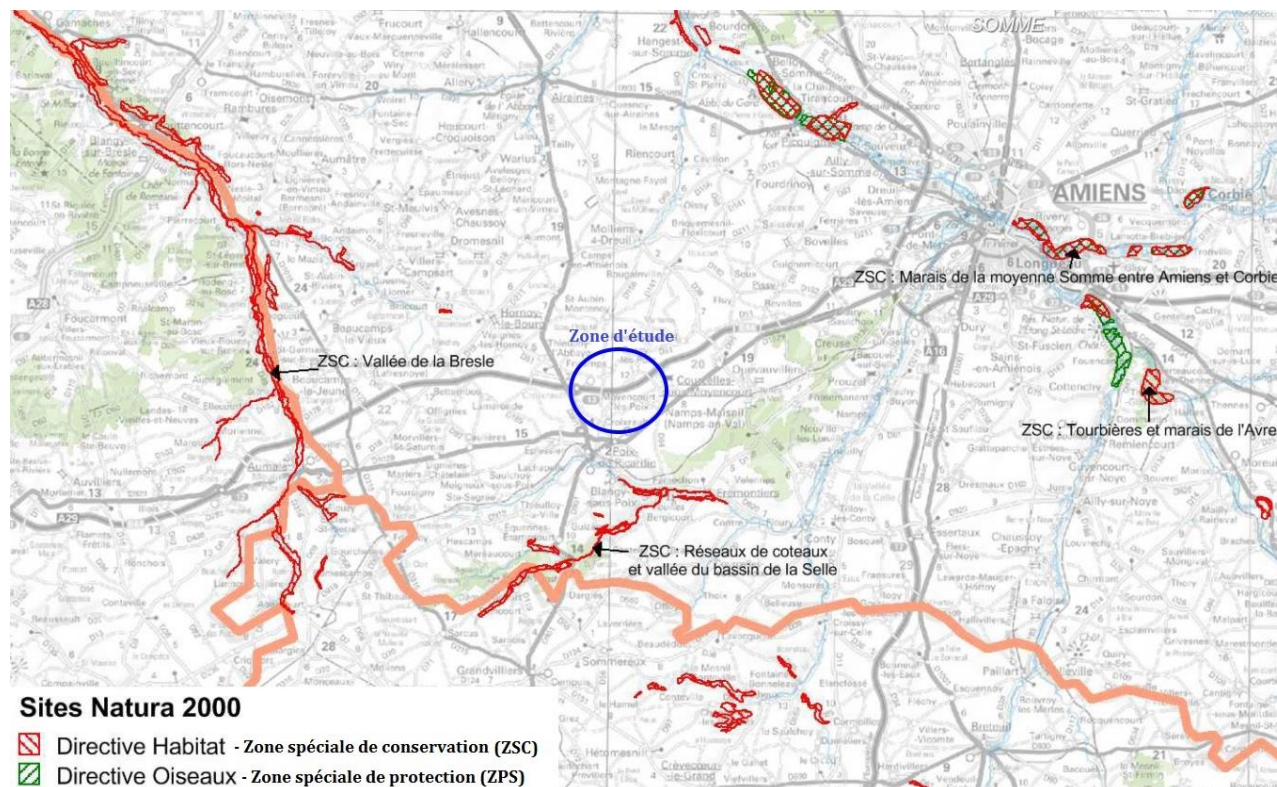
8. PROPOSITION SUR LE TYPE D'USAGE FUTUR

A la fin de l'exploitation de l'installation, le terrain sera aménagé pour une remise en culture agricole. Toute la surface du terrain exploité sera recouverte de 20 à 30 cm de terres végétales saines décapées et stockées sur site.

9. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Non applicable (le site n'étant pas localisé en site Natura 2000 – Code de l'environnement, art. R. 414-19, 29° du Code de l'environnement).

La zone étude est suffisamment éloignée des zones spéciales de conservation (directives Habitat) et des zones spéciales de protection (directives oiseaux).



10. EVALUATION DES INCIDENCES ZONE ZNIEFF

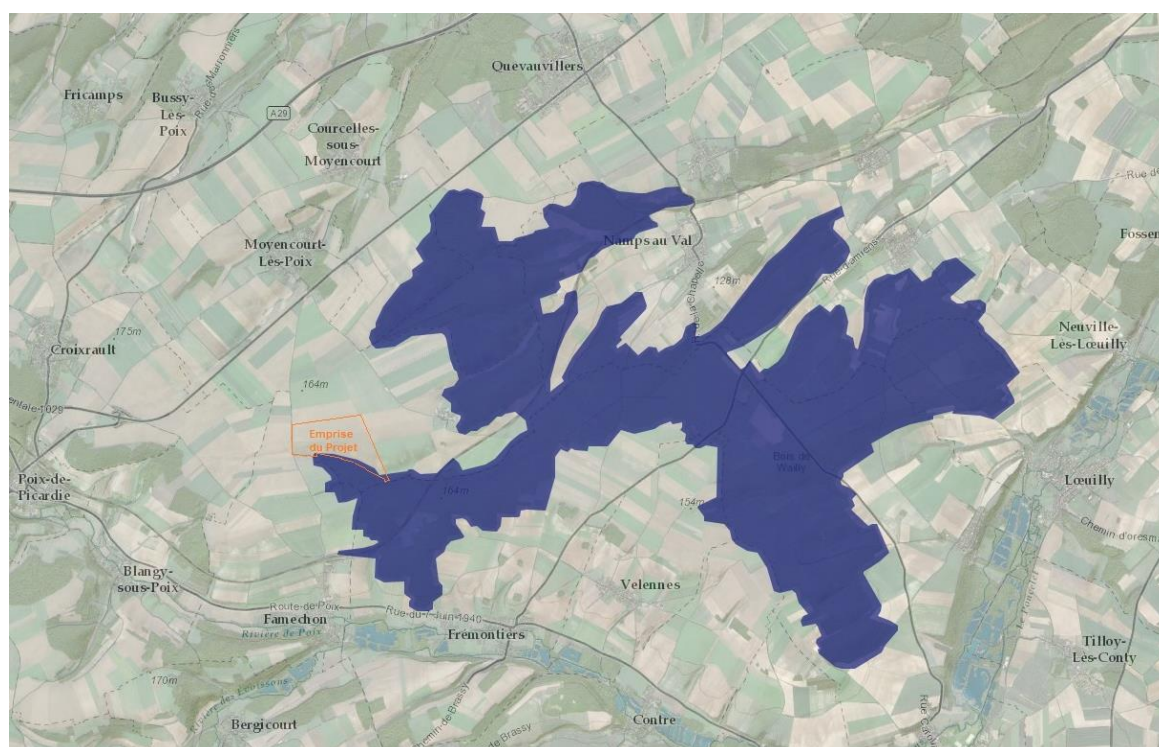
Une partie du terrain est située en zone écologique ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type I). Cette zone correspond au massif forestier Frémontiers, Wailly et Loeuilly. Il s'agit d'un ensemble forestier du département de la Somme comprenant les « Bois de Frémontiers », « Bois de Wailly » et « Bois de Loeuilly » composent, avec les bois avoisinants (« Bois de la Réserve », « Bois de la Chapelle », « Bois de Rot », « Bois d'en bas », « Bois des jardins », « Bois de Taisnil »).

L'existence d'une zone ZNIEFF repose en premier lieu sur la présence d'espèces ou association d'espèces à fort intérêt patrimonial. Les zones ZNIEFF n'ont aucune valeur juridique, mais constituent le principal outil de connaissance du patrimoine naturel. Deux types de zones sont définis :

- **ZNIEFF de type I** : elles concernent des superficies limitées qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, caractérisé par un intérêt biologique remarquable.
- **ZNIEFF de type II** : elles correspondent à des grands ensembles naturels, riches et peu modifiés ou présentant des potentialités biologiques ou écologiques importantes.

Le projet de l'entreprise VITSE n'impactera pas les bois protégés avoisinants le site. L'abattage d'arbres n'est pas prévu dans le cadre de ce projet. Aucun produit préjudiciable à la faune et flore ne sera utilisé sur site. Les travaux d'exhaussement de terrain concernent uniquement les zones agricoles. Les terres végétales du site seront décapées et stockées sur site pour les réutiliser en couverture de la côte finale. A terme, le terrain retrouvera sa vocation de culture agricole.

Le domaine écologique des éléments de présents sur site sont représentés dans la figure ci-dessous. L'identifiant national de la zone ZNIEFF continentale est : 220013949. La fiche de référence du site sera rejointe en annexe du dossier d'enregistrement.



11. IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Compte tenu de l'éloignement par rapport aux premières habitations, les nuisances liées au site de Moyencourt-lès-Poix, seront relativement limitées.

11.2 Paysage

L'impact de l'implantation du site sur le paysage local est faible. En effet, le site sera maintenu propre et entretenu ; les limites périphériques sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Par ailleurs, le site sera clôturé. Ces aménagements favorisent une meilleure intégration du site dans le paysage local.

11.3 Sol et stabilité des terrains

Les aménagements préalables (pistes de circulation et plateforme de transit ou déchargement) nécessaires à l'exploitation du site ainsi que les opérations de stockages définitifs de déchets seront réalisées de manière à assurer la stabilité du terrain.

En dehors des fuites accidentelles d'hydrocarbures provenant des machines, les activités d'ISDI et de concassage n'entraînent pas de pollution des sols.

Les mesures d'évitement des risques de pollution des sols, notamment le ravitaillement en hydrocarbure des engins sur une zone étanche, seront appliquées.

Par ailleurs, les matériaux réceptionnés proviennent de chantiers de BTP non pollués. Ces matériaux font l'objet de plusieurs contrôles, avant leur acception sur le site. Le risque de pollution des sols est par conséquent très faible.

Pour assurer la stabilité des terrains, les pentes de talus seront choisies en fonction de la nature de matériau.

11.4 Faune, flores et milieux naturels

L'activité de l'entreprise VITSE n'impactera pas la faune et flore. Les terres végétales du site seront décapées et stockées sur site pour les réutiliser en couche de couverture finale.

Le terrain est à usage agricole et retrouvera sa vocation agricole en fin d'activité.

11.5 Eaux

Eaux résiduaires :

Les activités projetées ne nécessitent pas l'utilisation d'eau.

Par ailleurs, le site de Moyencourt-lès-Poix, n'est pas raccordé au réseau d'assainissement. Les salariés utilisent les toilettes mobiles raccordées à un réseau autonome. Celles-ci feront l'objet d'un entretien régulier.

Eaux souterraines :

Les eaux souterraines seront surveillées en cas de pollution accidentelle sur site.

Eaux pluviales :

Les eaux pluviales seront gérées par l'optimisation du profil du terrain permettant ainsi un drainage et infiltration des eaux de pluviales. Cet aménagement permet une gestion in situ des eaux pluviales et évite le rejet des eaux chargées en matières en suspension vers le milieu naturel.

12. JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Dispositions générales	
Implantation	L'aménagement est réalisé de manière conforme au présent dossier. Le projet est implanté hors zone d'affleurement de la nappe, cours d'eau, plan d'eau, canaux et fossés, temporaire ou définitif.
	L'aménagement se situe à une distance d'éloignement supérieure à 10 mètres des constructions à usages d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des captages d'eau, et supérieure à 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou de voie de communication routières.
Dispositions adoptées pour éviter l'envol des poussières et des matières diverses.	<p>Des voies de circulation, de stationnement et de croisement des véhicules seront aménagées en matériaux adaptés au droit des futurs chemins piétonniers afin de limiter l'envol des poussières.</p> <p>Un dispositif de lavage des roues par nettoyeur haute pression sera mis en place afin de ne pas entraîner de poussières ou de boues sur la voie publique.</p>
Propreté du site et des abords	<p>Le site sera maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords du site seront maintenus en bon état de propreté.</p>
Réduction des impacts sur l'environnement	<p>L'accès au site se fera par la route D1029</p> <p>Les horaires d'accès au site seront : 7h00 à 17h00.</p> <p>Un sens de circulation sera mis en place pour éviter le croisement des véhicules.</p> <p>La vitesse sera limitée sur l'ensemble du site (30 km/h)</p> <p>Les manœuvres en marche-arrière sont, dès que possible, évitées afin de réduire le bruit lié au bip de recul. Les engins sont équipés de carters de protections.</p> <p>Un arrosage des pistes sera réalisé dès que nécessaire en période sèche pour éviter l'envol des poussières.</p> <p>Une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sera présente sur site pour permettre une élimination dans les filières spécifiques.</p> <p>Ces points sont récapitulés dans un registre disponible sur site.</p>
Prévention des accidents et des pollutions	
Produits dangereux	Le projet d'aménagement n'implique pas de produits dangereux.
Accès des services d'incendie et de secours	<p>Les voies de circulation permettent un accès à tout moment pour l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Des extincteurs sont également répartis sur le site et dans les engins de la société.</p> <p>Un registre de vérification périodique est disponible au siège de l'entreprise.</p>
Rétention des pollutions accidentelles	Le stockage de carburants nécessaires à l'utilisation des engins de chantier est réalisé dans une cuve double paroi (ou une cuve sur un bac de rétention

	conforme).
Dispositions d'exploitation	<p>Une personne sera nommée pour la gestion du site, formée pour ce genre de travaux.</p> <p>Les personnes autorisées sur site seront nommément identifiées dans une liste disponible sur site.</p> <p>Elles seront formées au maniement des moyens de lutte contre l'incendie et connaissent les risques liés au projet d'aménagement.</p>
Conditions d'admissions des déchets	Les déchets admissibles sont fixés suivant l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions de stockage des déchets inertes relevant de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées ICPE.
Règles d'exploitation du site.	<p>Le site sera entièrement clôturé sur la périphérie de la parcelle aménagée. Un portail permettrait l'accès et le contrôle des camions à l'entrée du site et la fermeture en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>En égard à sa localisation, le site ne génère pas de vibrations ou de bruits susceptibles de perturber le voisinage.</p> <p>Il est interdit de procéder au brulage sur site.</p> <p>Une procédure d'acceptation administrative des déchets inertes apportés sera mise en place dès l'accueil des camions sur site.</p> <p>Le contenu du chargement est ensuite vérifié de manière visuelle, au droit de la zone de contrôle, et lors du déchargement afin de vérifier l'absence de déchets non autorisé.</p> <p>Un bon de réception est ensuite adressé au producteur du déchet avec la quantité de déchets admise (en tonnes), la date et l'heure d'acceptation.</p> <p>Un registre d'admission sera disponible auprès de l'entreprise où est consigné chaque chargement de déchets présentés.</p> <p>Un panneau de signalisation et d'information sera placé à proximité de l'entrée.</p> <p>Le projet assure la stabilité en masse des déchets.</p>
Utilisation de l'eau	Il n'y a pas de dispositif permettant de récupérer les eaux de pluviales sur le site.
Emissions dans l'air	<p>Les déchets inertes seront humidifiés pour empêcher l'envol de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>Une campagne de mesures de la qualité de l'air en limite de propriété sera menée.</p> <p>Une notice sera réalisée.</p>
Bruits et vibrations	<p>Une campagne de mesures de valeurs limites de bruit sera menée afin d'assurer le respect des valeurs limites de bruit.</p> <p>Les engins de chantier et véhicules de transport présents à l'intérieur du site seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitations des émissions sonores.</p>
Déchets	<p>Une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sera présente pour permettre une élimination dans les filières spécifiques.</p> <p>La traçabilité des déchets indésirables sera établie dans le registre et les déchets seront évacués vers les filières adaptés.</p>
Surveillance des émissions	Une surveillance des eaux souterraines sera mise en place en cas de pollution accidentelle.
Réaménagement du site après exploitation	<p>Projet d'aménagement paysager dont le présent dossier fait l'objet.</p> <p>La gestion des eaux pluviales a été prise en compte.</p>

13. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

13.1 Plan local d'urbanisme – Règlement national d'urbanisme

La commune de Moyencourt-lès-Poix ne dispose pas d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), c'est donc le Règlement National d'Urbanisme RNU qui est pris en compte :

ARTICLES	JUSTIFICATIF DE CONFORMITE
R111-2	Le projet n'est pas de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique
R111-3	De par sa localisation, le site n'est pas susceptible d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit
R111-4	L'emprise du site n'est pas concernée par la présence de site archéologique
R111-5	Le site est accessible et ne présente aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès
R111-6	Nombre d'accès à la voie publique limité à 1 accès
R111-7	Maintien des haies végétalisés et aménagement écologique pendant l'exploitation et lors de la remise en état du site
R111-8	La gestion des eaux de ruissellement est in situ et respectent la réglementation en vigueur
R111-9	Non concerné – Aucun bâtiment sur l'emprise du site
R111-10	L'installation ne nécessite pas la consommation d'eau.
R111-11	Non concerné – Voir R111-10
R111-12	Non concerné – Aucun rejet d'eaux résiduaires industrielles
R111-13	Non concerné
R111-14	Non concerné
R111-15	Non concerné – Aucun bâtiment sur l'emprise du site
R111-16	Non concerné
R111-17	Non concerné – Aucun bâtiment sur l'emprise du site
R111-18	Non concerné – Aucun bâtiment sur l'emprise du site

13.2 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Compte tenu du secteur de l'étude, le projet doit respecter les règles particulières du règlement du SDAGE Artois Picardie arrêté le 23 novembre 2015 qui sont expressément applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est un document de planification qui définit les grandes orientations pour la gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin Artois-Picardie. Il fixe également les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre sur la période 2016-2021.

Il a pour vocation d'encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être "compatibles, ou rendus compatibles" avec les dispositions du SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Il fixe les objectifs à atteindre sur la période considérée. C'est le Comité de Bassin, rassemblant des représentants des collectivités, des administrations, des activités économiques et des associations, qui a en charge l'élaboration et l'animation de la mise en œuvre du SDAGE. Le secteur d'étude est situé dans le périmètre du SDAGE Artois-Picardie.

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont désignés par des lettres :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations
- Enjeu D : Protéger le milieu marin
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau

Le projet de l'entreprise VITSE n'entraîne pas de surcroît de rejet dans le milieu (les déchets admis répondent aux critères d'admissibilité en ISDI, définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014),

Les eaux pluviales sont recueillies par un système de fossés qui les dirigera à l'extérieur du site,

L'entretien des abords est réalisé sans produit phytosanitaire,

Le site n'est pas en zone inondable ni en zone de captage protégé,

Les substances dangereuses sont limitées (exclusivement GNR et graisse nécessaire pour l'entretien des véhicule) et toutes les dispositions sont prises pour limiter les risques de pollution.

Le projet envisagé est une installation de stockage de déchets inertes, donc non concerné par les déchets dangereux. Les matériaux admissibles sur site sont également soumis à une procédure de contrôle, de ce fait le projet est en conformité avec le SDAGE.

Le tableau ci-dessous représente les dispositions SDAGE, 2015-2021, et les mesures envisagées.

Code de la mesure et intitulé (SDAGE 2015-2021)	Descriptif	Mesures prises ou envisagées
Disposition A-1.1 : Adapter les rejets à l'objectif de bon état	<p>Tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre du code de l'environnement (ICPE ou loi sur l'eau) doit aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions ; • S'il ne permet pas de respecter l'objectif général de non-dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d'eau, étudier la possibilité d'autres solutions au rejet direct dans le cours d'eau (stockage temporaire, réutilisation...). 	L'installation n'émet aucun rejet d'eau. Les eaux de ruissellement sont gérées in situ via un réseau de fossés et une zone d'infiltration.
Disposition A-4.2 : Gérer les fossés	Les gestionnaires de fossés (commune, gestionnaires de voiries, propriétaires privés, exploitants agricoles...) les préservent, les entretiennent voire les restaurent, afin de garantir leurs fonctionnalités hydrauliques, d'épuration et de maintien du patrimoine naturel et paysager.	Les fossés présents sur le site sont régulièrement entretenus afin de garantir leurs fonctionnalités hydrauliques.
Disposition A-9.3 : Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	<p>Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire devra prouver que son projet n'est pas situé en zone humide au sens de la police de l'eau, à défaut, il devra par ordre de priorité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Eviter d'impacter les zones humides en recherchant une alternative à la destruction de zones humides 2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées ; 3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides en prévoyant par ordre de priorité : <ul style="list-style-type: none"> • la restauration* de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 150% minimum de la surface perdue ; • la création** de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 100% minimum de la surface perdue. 	L'installation n'est pas située en zone humide.
Disposition A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles	<p>Dans le cadre des autorisations ou déclaration au titre du code de l'environnement, l'autorité administrative veille à ce que les pollutions accidentelles soient prise en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zone à enjeu eau et prise d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchyliques et de pêche professionnelle, milieux aquatiques remarquables, zones de frayères...). Elaborés en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration ; • Des dispositifs d'assainissement permettant la récupération, le cas échéant, le confinement des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique. 	<p>L'installation dispose de mesures préventives et curatives en cas de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seuls les produits nécessaires à l'exploitation sont présents sur site (huiles et gasoil) - Stockage des produits sur bac de rétention - Bac de rétention adapté au fluide concerné - Kit anti-pollution sur site

13.3 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

Le site de Moyencourt lès poix est implanté dans un territoire régi par le SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers. Ce SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 6 août 2019 marquant ainsi le début de la mise en œuvre. Cinq enjeux et 21 objectifs généraux ont été identifiés. Ces objectifs sont eux-mêmes déclinés en 107 dispositions, qui composent le programme d'actions du SAGE.

Enjeu 1 : Qualité des eaux superficielles et souterraines

- Améliorer la connaissance de l'état qualitatif des masses d'eau
- Assurer la pérennité d'une eau potable et de sa distribution à l'ensemble de la population
- Réduire à la source les pollutions diffuses pour améliorer la qualité des eaux et réduire les flux de pollution à la mer
- Promouvoir à la source les actions de réduction ou de suppression des usages de produits phytosanitaires
- Mettre en place une stratégie de réduction des déchets dans les milieux aquatiques

Enjeu 2 : Quantité de la ressource en eau

- Définir une stratégie de gestion quantitative de la ressource en eau
- S'adapter au changement climatique
- Gérer les situations de crise liées à la sécheresse
- Sensibiliser les usagers aux économies d'eau

Enjeu 3 : Milieux naturels aquatiques et usages associés

- Restaurer les continuités écologiques sur les cours d'eau
- Préserver et restaurer la qualité écologique et la fonctionnalité des milieux naturels aquatiques
- Connaître, préserver et restaurer les zones humides du territoire
- Lutter contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes (faune et flore)
- Concilier les usages de tourisme et de loisirs liés à l'eau avec la préservation des milieux

Enjeu 4 : Risques majeurs

- Améliorer la connaissance et la gestion intégrée des risques d'inondation
- Maîtriser le ruissellement en zones urbaines et rurales afin de limiter les transferts vers les cours d'eau
- Intégrer le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte
- Poursuivre le développement d'une culture du risque et de la prévention par le partage de l'information et anticiper la préparation à la gestion de crise

Enjeu 5 : Communication et gouvernance.

- Sensibiliser et mobiliser tous les publics du territoire autour du SAGE
- Mettre en place une gouvernance cohérente avec les objectifs du SAGE

Le PAGD du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est composé de 107 dispositions regroupant :

- Des opérations d'animation et sensibilisation des usagers
- Des actions de connaissances (étude, bilan, suivi, métrologie...)
- Des travaux ou des dispositions de gestion particulière (notamment de milieux aquatiques)
- Des dispositions de mise en compatibilité.

Les activités de l'entreprise VITSE sur le site de Moyencourt lès poix s'inscrivent pleinement dans le programme d'actions établi par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Somme aval et cours d'eau côtiers. Et plus particulièrement autour de la préservation de la fonctionnalité et la qualité du terrain (terrain retrouvant à terme sa vocation agricole) et en luttant contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes (remblaiement par des terres saines).

13.4 Schéma départemental des carrières

Le schéma des carrières est un outil de connaissance territorialisé des enjeux de l'activité d'extraction de matériaux, indispensable à toute démarche d'aménagement du territoire portée par les acteurs locaux, et notamment aux élus en charge de la planification en matière d'urbanisme.

Non applicable (pas de rapport de compatibilité).

13.5 Plan national de prévention des déchets 2014-2020

Non applicable (l'arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets pour la période 2014-2020 ne contient pas de dispositions spécifiques aux opérations d'aménagement réalisées au moyen de déchets inertes).

Il est précisé que le 2.4.3.3 de cet arrêté se fixe comme objectif d'identifier et d'utiliser les leviers d'actions pour développer le réemploi des matériaux du secteur du BTP.

L'entreprise VITSE favorise le réemploi des déblais inertes de terrassement en les utilisant pour des aménagement / exhaussement de terrains ou en les valorisant dans d'autres chantiers du BTP. Ce qui permet de limiter l'épuisement des ressources naturelles en granulats et la réduction des déchets mise en décharge.

Les actions de prévention nationale mise en place par l'ADEME sont :

- Mettre en œuvre la prévention des déchets tout au long d'un projet
- Favoriser le réemploi et la réutilisation des matières issues de la déconstruction
- Optimiser la logistique des flux de matières
- Préfabrication comme levier de prévention des déchets
- Optimiser l'utilisation des matériaux
- Recourir à des méthodes de standardisation ou de flexibilité
- Réduire les déblais et remblais
- Réutiliser les excédents de chantier
- Prévenir les déchets lors des opérations de finitions.

13.6 Plan régional de prévention et de gestion des déchets

Concernant les déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics, le PRPGD du Hauts-de-France et Picardie préconise de limiter la production et développer le réemploi d'ici 2020 pour contribuer à l'objectif de 70 % de valorisation de déchets de chantiers soit 14 millions de tonnes valorisées.

Stabiliser la production d'ici à 2031 à 20,5 millions de tonnes dont 1,2 millions de tonnes de déchets non inertes et 19,3 millions de tonnes pour les déchets inertes.

Les matériaux issus du BTP sont également retenus dans le plan d'action régional en faveur de l'économie circulaire.

13.7 Programmes d'actions national/régional pour la protection des eaux contre la pollution par des nitrates d'origine agricole

Non applicable (pas d'utilisation de nitrates).

13.7 Conformité à l'arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime enregistrement relevant de la rubrique n°2760

Le tableau ci-dessous présente les prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique 2760 et la justification de chaque article.

Art.	Prescriptions	Conformité (C / NC / NA)	Justification
1	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de stockage de déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760. A l'exclusion des articles 4 et 6 et du I des articles 5 et 7, qui ne sont pas applicables aux installations existantes, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ; - des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. <p>A compter du 1er janvier 2015, les prescriptions fixées avant cette date par arrêté préfectoral aux installations régulièrement autorisées en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont réputées constituer des prescriptions particulières prises au titre des articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	-	-
2	<p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Déchet inerte » : un déchet visé par l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; <p>« Installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement. 	-	-

3	<p>Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ; - les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ; - les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ; - les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol. 	-	-
DISPOSITIONS GENERALES			
4	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement.</p> <p>L'installation est implantée hors zone d'affleurement de nappe, cours d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	C	Voir le dossier d'enregistrement
5.1	<p>Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement ; - le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne, tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. 	C	Voir le dossier d'enregistrement
5.2	<p>Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'autorisation ; - le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques. 	NA	-

6	<p>L'installation est implantée à une distance d'éloignement de :</p> <p>10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ;</p> <p>10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent.</p> <p>Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.</p>	C	Installation de stockage sera implantée à plus de 10 mètres des limites de propriété
7	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :</p> <p>I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).</p> <p>II. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.</p> <p>III. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>	C	<p>L'ensemble du site sera maintenu en bon état de propreté</p> <p>Les matériaux et les pistes seront arrosés par temps sec et venteux</p> <p>Le transport des matériaux s'effectue par camions bâchés</p>
8	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	C	Le site sera maintenu en bon état de propreté
9	<p>L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements</p>	C	Une notice explicative sera disponible sur site
PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS			

10	<p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	C	<p>Seuls les produits nécessaires à l'exploitation seront présents sur site (huiles et gasoil) Fiches de données sécurité seront à disposition</p>
11	<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation</p>	C	<p>L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte à permettre une intervention des services de secours, et de ne pas créer de risque pour la sécurité publique</p>
12	<p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visible et facilement accessible.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p>	C	<p>Les extincteurs seront présents dans les engins et les camions Equipements de lutte contre les incendies conformes aux normes en vigueur Vérification annuelle des extincteurs</p>
13	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>II. Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p>	C	<p>Stockage des produits sur bac de rétention Bac de rétention adapté au fluide concerné</p>

14	<p>I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>II. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>	C	L'identité du responsable de l'installation sera désignée avant l'exploitation
CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS			
15	Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	C	Acceptation préalable des terres inertes issues du BTP, contrôle visuel et olfactif avant et après déchargement
REGLES D'EXPLOITATION DU SITE			
16	<p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site.</p>	C	L'accès au site sera contrôlé durant les heures d'activités et interdit en dehors des heures ouvrées (mis en place de signalisations et de clôtures interdisant l'accès)
17	<p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p> <p>La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.</p>	C	L'installation sera exploitée de manière à ne pas générer des vibrations susceptibles de constituer une nuisance
18	Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage	C	Aucun brûlage ne sera autorisé sur site
19	<p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant</p>	C	Aucun déversement direct de déchet en zone de stockage définitif. Les déchets seront d'abord contrôlés

20	<p>L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ; - elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ; - elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement. 	C	Stockage sera réalisé de façon à assurer la stabilité des zones de stockage
21	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.	C	Documents relatifs au phasage de l'exploitation seront à disposition
22	<p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>	C	Panneau de signalisation sera placé au niveau de l'entrée du site
UTILISATION DE L'EAU			
23	L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible	C	L'eau nécessaire à l'arrosage des pistes proviendrait de la récupération des eaux pluviales
EMISSIONS DANS L'AIR			
24	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envois de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>	C	<p>Camions bâchés et vitesse de circulation sera limitée à 30km/h maximum sur le site et ses abords</p> <p>Les voies de circulation internes, les aires de stationnement des véhicules et les abords du site seront aménagées et entretenues</p> <p>L'arrosage des pistes sera réalisé en</p>

			période sèche
25	<p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de</p> <p>déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance.</p> <p>Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>	C	<p>Les retombées atmosphériques vont être prises en considération pendant toute la durée de l'exploitation</p> <p>Des mesures seront réalisées en cas de besoin</p>
BRUIT ET VIBRATIONS			

26.1	<p>Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><thead><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf d' dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les d' dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></tbody></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf d' dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les d' dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	C	<p>Les bruits sur site vont être pris en considération pendant toute la durée de l'exploitation</p> <p>Des mesures seront réalisées en cas de besoin</p> <p>En cas de dépassement, les mesures d'atténuation de bruit (écran de végétation, merlon...) seront mises en place.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf d' dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les d' dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										
26.2	<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents</p>	C	<p>Véhicules et engins présents sur le site seront conformes à la législation relative aux règles d'insonorisation</p> <p>Aucun appareil de communication par voie acoustique ne sera sur le site</p>									
DECHETS												
27	<p>Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation.</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p>	C	-									

28	<p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>	C	<p>Une benne à déchets sera sur site</p> <p>Les déchets indésirables sont triés, stockés et envoyés vers des filières de traitement adaptées.</p>
29	<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p> <p>Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers</p>	C	<p>Un registre de traçabilité sera disponible sur site</p>
SURVEILLANCE DES EMISSIONS			
30	<p>Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines</p>	C	<p>Suivi environnemental sera mis en place en cas de pollution accidentelle</p> <p>Un rapport de non-conformité sera rédigé. Des actions correctives seront mises en place</p>
31	<p>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>	C	<p>Une déclaration de déchets reçus sera réalisée annuellement</p>
REAMENAGEMENT DU SITE APRES EXPLOITATION			
32	<p>L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...).</p> <p>Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la</p>	C	<p>Un plan de remise en état sera à disposition des inspecteurs des installations classées</p>

	commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport		
33	Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site. Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager. L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.	C	La remise en état du site comprend à la mise en place d'une couche de régalage en terres végétales préalablement décapées sur site de 20 à 30 cm d'épaisseur sur toute la surface exploitée
34	A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site. Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.	C	A terme, un plan topographique sera fourni au préfet concerné.

14. ACCEPTATION PREALABLE DES TERRES

L'admission des terres inertes au sein de cette installations fera l'objet d'une acceptation préalable conformément à l'arrêté de 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ICPE. Des contrôles visuel et olfactif seront réalisés avant et après déchargement. La traçabilité des entrants sera assurée et sauvegardée conformément à la réglementation en vigueur.

Un CAP préalable à chaque nouveau chantier sera rempli par l'entreprise qui viendra vider ces matériaux inertes sur le site. Seuls les matériaux remplissant l'ensemble des conditions d'acceptation préalable sont admis et stockés sur l'installation.

Ci-dessous un exemplaire de la fiche d'information préalable à l'acceptation des matériaux sur site. Cette fiche sera à jour pour l'exploitation des sites de Moyencourt-lès-Poix.



Plateforme DEVAREM
Centre de valorisation des déblais
inertes du BTP
1 rue du Bon Blé
59263 HOUPLIN ANCOISNE

Tél : 03 20 32 99 68
Fax : 03 20 32 99 57
Mail : contact@devarem-environnement.com
www.devarem-environnement.com
Service administratif : 03 28 42 31 12

Arrêté préfectoral du 04 octobre 1999

Information préalable à l'admission

PRODUCTEUR OU DETENTEUR DU DECHET - CLIENT

Raison sociale _____
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____
N° SIRET | | | | | | | | | | | | | | | |
Nom du référent _____
Téléphone _____ Fax _____
Adresse email : _____

INTERMEDIAIRE / DETENTEUR DU DECHET (ENTREPRISE)

Raison sociale _____
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____
N° SIRET | | | | | | | | | | | | | | | |
Nom du référent _____
Téléphone _____ Fax _____
Adresse email : _____

TRANSPORTEUR

Nom ou raison sociale _____
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____
Personne à contacter _____
Téléphone _____

IDENTIFICATION DU DECHET

(a) à (f) : référence au paragraphe 1.1.2. de l'annexe de la Décision du Conseil n°2003/33/CE du 19/12/02 établissant des critères et des procédures des déchets dans les décharges

1. Provenance du déblai : (a)

Nom du chantier :

Département : _____ Commune : _____ Site de production : _____

2. Désignation du déchet : (a)

17 09 04 ☐ Déchets de construction et

de démolition en mélange autres que

ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17

09 02 et 17 09 03

17 01 02 ☐ Briques

17 03 02 ☐ Mélange bitumeux ne
contenant pas de goudron

01 04 08 ☐ Déchets de graviers et

débris de pierres autres que ceux visés
à la rubrique 01 04 07

01 04 09 ☐ Déchets de sable et
d'argile

17 05 04 ☐ Terre et cailloux ne con-
tenant pas de substance dangereuse

01 04 13 ☐ Déchets provenant de la
taille et du sciage des pierres autres
que ceux visés à la rubrique 01 04 07

01 04 10 ☐ Déchets de poussières et
de poudres autres que ceux visés à la
rubrique 01 04 07

01 04 08 ☐ Déchets de graviers et
débris de pierres autres que ceux vis-
sés à la rubrique 01 04 07

17 01 02 ☐ Briques

☐ Autres (préciser) : _____

NB : Tout matériau devra être inerte pour être accepté

3. Processus de production du déblai : (b)

Activité du producteur du déblai : _____

(Préciser si installation classée)

Matières premières utilisées : _____

Description des produits : _____

4. Analyses : (c) ☐ Oui (rapport du laboratoire à joindre
en annexe, daté de moins d'un an) ☐ Non

5. Apparence du déblai : (d)

Odeur : _____

Couleur : _____

Apparence : _____

Texture : ☐ Solide ☐ Pâteux ☐ Boueux ☐ Liquide ☐ Pulvérulent

Proportion : _____

(exemple : solide 80 %, liquide 20 %)

Déblais interdits (liste non limitative) : (f)

- déblais dangereux
- déblais non dangereux
- déblais radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- déblais qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosifs, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article L. 541-24 du code de l'environnement ;
- déblais liquides ou dont la siccité est supérieure à 30 % ;
- et tout déblai dont Devarem estime qu'il compromet le bon fonctionnement du site pour un respect de la qualité des matériaux à produire.



En cas de doute, contacter Devarem. L'ensemble des frais occasionnés pour la gestion d'un déblai interdit sur le site (caractérisation, conditionnement, traitement, etc.) est à la charge du client.

QUANTITÉS – CONDITIONNEMENT - TRANSPORT

1. Tonnages à réceptionner :

Quantité du chantier estimée :

Date prévisible du 1^{er} apport : _____

2. Transport :

Modalités de livraison :

☐ Péniche

☐ Ampli-roll

☐ Remorque

☐ Semi-remorque

☐ Autres (préciser) : _____

Conditionnement des déchets à la livraison :

☐ Vrac

☐ Sac

☐ Autres (préciser) : _____

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR OU DETENTEUR

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans le cadre de la présente Information Préalable à l'Admission et m'engage auprès de DEVAREM :

- à signaler par écrit toute modification du déblai livré,
- à ce que les déblais livrés à la plateforme de valorisation Devarem à Houplin Ancoisne ne soient **pas mélangés à des déchets** interdits au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Date et lieu : _____

Nom et fonction du signataire,
responsable du déblai : _____

Signature :

Cachet du producteur/détenteur :

CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE DECISION DE L'EXPLOITATION

☐ Acceptation

N° : _____

Date d'acceptation :

La validité de la demande d'acceptation du traitement expire
6 mois après signature du certificat.



☐ Refus

Date et lieu : _____

Nom et fonction du
signataire Devarem : _____

Signature :

Cachet de Devarem :

15. REMISE EN ETAT

La remise en état du site consiste en un recouvrement des terres inertes par une couche de terres végétales préalablement décapées et stockées sur site. Cette couche a pour vocation de modeler la topographie en vue de réaliser des aménagements écologiques propices à l'installation de la biodiversité.

L'objectif de la remise en état est de permettre au terrain de retrouver sa vocation agricole et de contribuer à la préservation et au développement du patrimoine faunistique et floristique de la commune.

ANNEXE

Liste des pièces demandées :

Document CERFA dûment complété, daté, cacheté et signé - [Annexe 1](#)

PJ n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] - [Annexe 2](#)

PJ n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres - [Annexe 3](#)

PJ n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, - [Annexe 4](#)

PJ n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale – [voir mémoire](#)

PJ n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières - [voir mémoire](#)

PJ n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation - [voir mémoire](#)

PJ n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [Annexe 5 – 6](#)

PJ n°9. - L'avis de la communauté de communes Somme Sud-Ouest [Annexe 7](#)

PJ n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes - [voir du mémoire](#)

Annexe 1 : CERFA d'Enregistrement

Annexe 2 : Carte au 1/25 000

Annexe 3 : Plan à l'échelle 1/2 500

Annexe 4 : Plan d'ensemble au 1/2 500

(Nous demandons l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement le plan avec une échelle inférieure au 1/200)

Le plan 1/200 n'est pas adapté

Annexe 5 : convention ISDI signée

Annexe 6 : courrier Propriétaire terrain

Annexe 7 : courrier communauté de communes Somme Sud-Ouest

Annexe 8 : Plan de terrain

Annexe 9 : Plan cadastral de la commune

Annexe 10 : Plan de situation de la commune

Annexe 11 : Fiche ZNIEFF continentale de type 1 - Identifiant national : 220013949

MASSIF FORESTIER DE DE FRÉMONTIERS/WAILLY/LOEUILLY